

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1), 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1281 - 18 décembre 1981 - 4 F

D 1281 CHILI: CHRÉTIENS DE SANTIAGO CONTRE PINOCHET

Peu avant Noël 1987, 150 prêtres, religieuses et laïcs du diocèse de Santiago signaient une "déclaration de guerre" contre Pinochet sous forme de lettre ouverte à l'opinion publique pour l'année du référendum prévu par le général président. Le brûlot a été désavoué par d'autres évêques. Le 31 décembre suivant, en conseil de cabinet, le ministre de l'intérieur stigmatisait le communisme, le terrorisme et l'Eglise comme les trois forces opposées à la paix au Chili; il déclarait que *"tout porte à croire que le cléricanisme et les extravagances de certains milieux ecclésiastiques vont aller en augmentant dans la période pré-électorale que va traverser le pays"*.

Note DIAL

LETTRE OUVERTE À L'OPINION PUBLIQUE

Introduction

Comme prêtres et religieuses des secteurs populaires de Santiago, disciples du Seigneur de la vie, annonciateurs du Royaume de Dieu ici et aujourd'hui au Chili, animateurs de la foi et du cheminement des communautés ecclésiales de base, témoins de la vie, de la souffrance et de l'espérance des pauvres, nous sentons monter en nous le cri de notre conscience et ne pouvons plus continuer à nous taire. C'est devenu pour nous une nécessité de parler, à la lumière de l'Évangile de Jésus-Christ, de la souffrance des appauvris et de la grave situation du pays.

1. Ce que nous avons vu et entendu dans la vie du peuple

Comme pasteurs exerçant notre ministère d'évangélisation au milieu du peuple, nous faisons le constat d'une expérience de mort collective dont les symptômes sont les suivants:

1.1- Une pauvreté qui dégrade et avilit la vie de notre peuple. Nous constatons que cette situation des marginalisés et des exclus se transforme jour après jour en une situation intolérable par manque des moyens de manger, d'avoir un habitat décent, de subvenir aux besoins les plus élémentaires que sont l'eau, l'électricité, le logement, la santé, la scolarisation et l'avenir. L'extrême pauvreté détruit le sens global de la vie. Meurent ainsi l'espérance et l'amour, la compréhension et la tolérance, la participation et la solidarité. Tout se dégrade et se transforme en cauchemar quotidien où les signes de vie de la Résurrection s'obscurcissent, où la mort semble avoir établi chez nous sa domination.

1.2- Les atteintes aux droits de l'homme, individuels et sociaux, sont une pratique quotidienne et constante dans notre pays. Il n'y a pas un droit de l'homme qui n'ait fait l'objet d'une violation durant ces années-ci. En témoignent les centaines

de disparus, d'exécutés sommairement, d'exilés, de pourchassés, d'emprisonnés, de proscrits et de torturés, ainsi que les crimes impunis, les jugements injustes, les arrestations d'opposants, les licenciements arbitraires, etc.

1.3- La situation de pauvreté extrême, aggravée par les hausses constantes, les bas salaires et le chômage, est l'effet d'un modèle économique néo-libéral qui concentre la richesse, exclut les masses et dépend du capital transnational.

Pour construire cette société perverse il faut une "main d'oeuvre bon marché" et il importe d'instituer une "légalité" qui, bien qu'immorale, permet l'exploitation des travailleurs. C'est le cas, comme témoin de cette immoralité, du nouveau Code du travail qui exclut, atomise et détruit tous les droits des travailleurs. C'est le cas du PEM, du POHJ (1) et maintenant du PIMO qui ont pour but de cacher la misère par une sorte de "travail" esclavagiste qui dégrade les capacités humaines, la dignité et la créativité des travailleurs affamés.

Cette situation d'exploitation favorise les profits excessifs, les manipulations économiques les plus douteuses pour écraser les plus faibles et faire de l'argent à tout prix. Elle encourage la prostitution à tous les niveaux et le vol qui, très souvent, devient l'ultime recours pour la subsistance des masses pauvres et marginalisées.

La mise en place de ce modèle économique se poursuit inexorablement. Les appels de la hiérarchie de l'Eglise, dans la personne de ses évêques, ne servent à rien. Leurs opinions sont écartées pour "incompétence". L'Eglise doit restreindre son travail d'évangélisation "à la sacristie". La foi n'a rien à voir avec le temporel et le contingent. Au plus, qu'elle énonce des "grands principes", mais sans prise sur la réalité de mort et de misère. Par ailleurs on cherche à faire taire la voix des évêques et de toute l'Eglise par le recours à l'argument éculé du "marxisme" russo-soviétique qui infiltrerait l'Eglise et quiconque se hasarde à élever la voix contre la déprédation à laquelle sont soumis le pays et ses habitants. De fait, le Chili est un "pays mis à sac" où le grand capital se précipite pour acheter "à tout prix" industries, réserves minières, terres rurales, montagnes et mers. Le meilleur adjudicataire peut devenir propriétaire des biens qui relèvent du patrimoine national.

1.4- Nous vivons en climat permanent de guerre, sous habillage de paix, dont les fruits s'appellent la peur, l'insécurité et la méfiance.

Le saccage et la destruction du pays se font sous les yeux d'un peuple désorganisé et accablé par la répression. Le modèle politique repose sur la mort, la torture et la terreur. Durant ces quatorze années le pays a été témoin des pires crimes de son histoire. L'égoïsme d'opposants; la torture comme moyen institutionnel de cet autre pouvoir qu'est la DINA-CNI (2), laquelle agit au mépris de toute norme juridique ou éthique; l'arrestation arbitraire des gens, en particulier des plus pauvres, lesquels sont battus, maltraités, insultés, moqués et tués dans les commissariats et les lieux secrets de détention: telles ont été les pratiques routinières de ces années de dictature.

Ces flagrantes violations de la vie des personnes sont le résultat d'une violence venant du terrorisme d'Etat, à travers les agissements impunis de groupes armés qui enlèvent et assassinent, détruisent les organisations et pourchassent les communautés, réprimant la mobilisation sociale à coups de violence et de mort.

1.5- L'absence de perspectives pour les jeunes et la désespérance qui les habite, par suite de la situation politique et économique, les conduisent à la drogue, à l'alcoolisme, à la délinquance, à la prostitution et à la mendicité. Pour eux, nous le constatons, l'avenir du Chili est bouché.

[1] Respectivement Programme d'emploi minimal, Programme d'emploi pour les chefs de famille (NdT).

[2] Services secrets. La Direction d'intelligence nationale, créée en 1974, a été dissoute en 1977 et remplacée par la Centrale nationale d'information. Cf. DIAL D 399 (NdT).

1.6- La volonté du régime de s'imposer pour l'avenir par un plébiscite forcé se fonde sur la Constitution politique de 1980. Cette Constitution passera dans l'histoire du droit comme l'expression maximale de ce qu'on peut édifier dans une société quand on en retire la force de l'Evangile et de sa vérité au service d'une éthique véritablement humaine et bénéfique aux plus pauvres et aux marginalisés. C'est pourquoi l'Eglise l'a disqualifiée avant même la tenue du pseudo-plébiscite de cette année. Toute personne ayant une conscience morale moyennement formée sait que cette Constitution n'oblige pas car elle repose sur l'immoralité et l'arbitraire des procédures de ceux qui l'ont engendrée et élaborée. Elle durera ce que dure un régime immoral. Elle correspond à la doctrine de la sécurité nationale, laquelle est l'antivaleur humaine par excellence car elle est fondée sur la réalisation d'objectifs qui contredisent radicalement la vie et, donc, l'Evangile de Jésus-Christ le Seigneur.

De plus cette Constitution, à l'article 8, retire aux mouvements et aux partis populaires leur droit d'agir politiquement, en condamnant le droit de tout être humain à penser.

2. Nous ne pouvons taire ce que nous avons vu et entendu (Actes 4, 20)

La souffrance que nous constatons dans la vie de notre peuple est trop grande! C'est comme si le Chili tout entier, sauf quelques privilégiés, s'était transformé en population marginalisée, appauvrie, exclue, méprisée. Une masse humiliée à laquelle la propagande officielle cherche à faire croire *"que le bien est mal et que le mal est bon, que la lumière c'est les ténèbres et les ténèbres la lumière, que l'amer est sucré et le sucré amer"* (Isaïe 5, 30). C'est comme s'il ne restait plus rien de beau sur le visage du Chili. Avec le prophète Isaïe nous disons: *"De la plante des pieds à la tête il n'y a plus rien de sain, mais seulement des plaies, enflures et pourritures"* (Is 1,6).

Devant un tel panorama de mort et de désolation, fruit d'une volonté politique, il faut mettre une parole finale. La voilà, c'est la parole de Dieu qui dit: *"Je suis venu pour que vous ayez la vie, la vie en abondance"* (Jn 10,10).

A cause de notre foi au Dieu de la vie; à cause du projet de Dieu-Père qui suppose fraternité, don de soi, partage, service, solidarité, justice pour le pauvre et liberté pour l'opprimé; à cause des souffrances du Christ sur les visages de milliers d'hommes et de femmes au Chili, nous accusons: nous ne pouvons plus taire qu'"Abel" continue d'être détruit par "Caïn"! Nous ne pouvons plus accepter que Jésus soit quotidiennement crucifié en tant de nos frères! Nous déclarons que Dieu est absent là où l'on ne fait pas justice au pauvre, car cela relève du caractère impératif de notre mission. La raison ultime de notre choix des pauvres, comme chrétiens, elle est en Dieu en qui nous croyons. C'est pourquoi *"nous ne pouvons pas nous taire"* (Actes 4, 20). Nous sommes conscients de notre responsabilité prophétique dans l'annonce de la Bonne Nouvelle de libération pour notre peuple aujourd'hui, en dénonçant tout ce qui est menace et destruction de sa vie. C'est pour nous une responsabilité morale. C'est la cause de Dieu qui est en jeu dans notre pays: percevoir et discerner le lien existant entre Dieu et le pauvre, telle est la responsabilité première et essentielle de l'Eglise dont la mission est d'annoncer la réalité commençante du règne de Dieu dans l'histoire.

3. Au nom du seigneur de la vie nous disons:

a) Nous ne pouvons plus accepter que dure cette situation de mort et d'iniquité. Elle est en opposition radicale au projet de Dieu, elle est anti-humaine, elle n'est donc pas chrétienne.

b) Nous dénonçons ouvertement l'immoralité du système économique libéral et individualiste imposé au peuple, parce que sa logique veut que plus de richesse se concentre en peu de mains au prix de la misère des masses. Il est injuste dans son contenu et dans son application. Il est immoral parce qu'il assassine lentement et sûrement la vie du peuple et parce qu'il désagrège et atomise la vie familiale. Il est fratricide parce qu'il a instauré au Chili deux mondes tellement lointains et opposés qu'il en devient impossible de répondre à la vocation d'un peuple de frères.

c) Nous dénonçons concrètement comme injustes les lois du travail qui favorisent largement les maîtres du capital et réduisent la personne du travailleur et le travail au rôle de simple marchandise. Elles limitent également les organisations syndicales dans leurs revendications et dans leurs objectifs socio-politiques qui relèvent du droit naturel.

d) Nous dénonçons clairement l'immoralité du régime qui nous est imposé par la force. Il est immoral en raison de l'injustice de ses oeuvres: il tyrannise la nation comme s'il en était le propriétaire (Mc 10,42), il réprime, emprisonne, torture, exile, tue ceux qui s'opposent à lui ("*Tu ne tueras pas!*", Ex 21,13) et divise les Chiliens entre amis et ennemis en légitimant la répression, les jugements injustes et, très souvent, l'assassinat.

e) Dans la perspective de ce qui précède, nous estimons immorale la tentative du régime de se perpétuer. Il n'est pas juste, il n'est pas chrétien, il n'est pas moral de favoriser la continuation d'un régime de mort. Nous ne pouvons être complices de son existence, de sa politique de mort et de destruction.

f) Enfin, au nom du Dieu de la vie en qui nous croyons, au nom de la souffrance du peuple, nous déclarons que le responsable de toutes ces atrocités est Augusto Pinochet Ugarte. Nous l'accusons d'être le premier responsable de tout ce qui est arrivé, avec la collaboration de beaucoup de personnes en dehors de toute morale. C'est pourquoi nous le disqualifions moralement dans sa prétention à une éventuelle élection comme président de la nation.

De même que le prophète Nathan, dans l'Ecriture (2 Samuel 12, 1-15), stigmatise le roi David pour le crime commis sur la personne d'Urie afin de s'emparer de Betsabée, de même aujourd'hui disons-nous à M. Pinochet: "*Tu es le responsable de tous les crimes et abus commis envers notre peuple durant ces longues années. Tu manques donc de qualité morale pour prétendre continuer à diriger ce pays. Nous t'invitons, comme l'a fait le prophète Nathan avec le roi David, à te laisser convertir par la force du Seigneur et à faire vraiment pénitence en abandonnant tes projets de continuation au pouvoir. Nous te demandons de renoncer et de laisser le peuple libre de décider par lui-même de son présent et de son avenir.*"

Le peuple chrétien doit être conscient de la situation et, pour cela, s'organiser plus activement et plus efficacement en vue de la mobilisation de ses forces de vie et de la défense de son avenir comme nation.

En cette fête de Noël, Jésus va venir une fois de plus avec la force de Dieu libérateur pour "redresser ce qui est dévié", "aplanir les montagnes" et annoncer "une année de grâce". Nous avons la responsabilité de rendre possible cet avènement dans l'union, la vérité, l'organisation et la mobilisation de notre peuple.

Décembre 1987

(plus de 150 signataires
prêtres; religieuses et
laïcs de Santiago)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441